

GARIBALDI...

Après le sanglant dénouement de la désastreuse affaire d'Aspromonte, quand Proudhon osa examiner la conduite de Garibaldi et apprécier son coup-de-main à sa juste valeur, une clameur d'indignation s'éleva de toutes parts: la démocratie toute entière se considéra outragée dans la personne du *condottiere* italien; des accusations de toutes sortes, mais toutes gratuites et ineptes, assaillirent l'écrivain qui avait eu l'audace et l'irrévérence de parler de l'idole de Caprera comme d'un homme d'État ou d'un général sérieux. On se vengea sur le publiciste français de la mésaventure et de la maladresse des soldats de Cialdini.

C'était à ôter, pour quiconque l'aurait eue, toute envie de s'exprimer nettement sur le prophète et le soldat de l'unité ou sur tout autre des grands hommes de la démocratie chauvine, formaliste et doctrinaire.

Pourtant cet exempt ne nous intimide point, et, puisque le nom de Garibaldi est prononcé de nouveau au milieu des bruits de guerre qui nous entourent, et puisque les chemises rouges des volontaires réapparaissent à l'horizon qu'emplit un nuage de poussière et de fumée, nous ne craignons point de donner notre sincère avis sur le compte de l'homme, et de dire à la démocratie quels sentiments nous inspire son idolâtrie pour tout ce qui porte un sabre ou rédige des déclamations.

Dût-on après cela nous accuser à notre de trahison, de réaction et de cléricalisme, dussions-nous être soupçonnés de corruption et de vénalité par les chevaliers de Saint-Maurice et de Saint-Lazare, dont le journalisme français est émaillé.

Nous aurons du moins prévenu les événements, triomphe ou catastrophe. Que de soit un Marsala ou un Aspromonte qui attend les volontaires garibaldiens, nous n'aurons ni à nous incliner devant la victoire, ni à gémir de la défaite; nous aurons protesté contre toutes deux.

Garibaldi ne s'est pas encore prononcé nettement. On ne sait pas ce qu'il fera au milieu de ce gâchis, on ignore quel rôle il prendra dans cette confusion. Lui-même paraît être aussi perplexe que M. Pelletan aux dernières élections, avant la certitude de l'appui du *Siècle* à sa candidature. L'aventurier a baissé ou s'est rangé. Il a vieilli. Il n'a plus la prompte décision du coup de tête et du coup de main. Évidemment il réfléchit. Mais à quoi...

Il est évident que si Garibaldi voulait être logique avec lui-même et avec la tâche qu'il s'est imposée jusqu'ici, il n'aurait qu'à recommencer sa promenade militaire de Sicile. Aussi, à peine avait-on entrevu les probabilités d'un conflit entre les trois puissances belligérantes, qu'aussitôt tous les regards s'étaient tournés vers Caprera, et que certain à l'avance de l'attitude de son hôte, on se demandait seulement par quel coup d'éclat il allait commencer la campagne.

Mais la solitude de son séjour et la sérénité de jugement qu'apporte l'âge ont pu ramener son esprit à des combinaisons moins belliqueuses et moins unitaires; il a pu s'avouer que la fortune se lassait de sa fidélité, et que l'inconstante réservait peut-être ses faveurs à de plus jeunes amants.

De pareilles réflexions, s'il était vrai qu'il les eût faites, prouveraient tout au moins une sagesse tardive, mais ne seraient nullement de nature à lui conserver l'estime de la démocratie. Elle l'accuserait à son tour de faiblesse et de trahison, et, après s'être prosternée à ses pieds, après l'avoir adoré sous les espèces du sabre et de la photographie, après avoir chanté son hymne et baisé sa botte maculée et percée par une balle piémontaise, ingrate et renégate comme toujours, elle déchirerait ses images, outragerait sa loyauté, calomnierait ses intentions et son caractère.

Une pareille situation condamne ceux qui l'ont faite. Ce héros ne peut avoir du bon sens. Son parti le lui défend, son passé s'y oppose. Ce défenseur du principe des nationalités doit sanctionner par son concours la confiscation des duchés; ce démocrate italien, après avoir servi les spéculations ministérielles de M. de Cavour, doit s'associer aux coups d'État de M. de Bismark; ce triumvir de la *République romaine*, après avoir enrégimenté la démocratie militaire européenne pour le compte du roi Victor-Emmanuel, doit de nouveau la mener au combat pour appuyer les prétentions du roi de Prusse.

Et c'est pourtant dans ces accouplements impossibles, dans cette désastreuse confusion, dans cet imbroglio monstrueux qu'est la logique de son idée, la sanction de ses actes antérieurs, la justification de son passé.

Qu'il prenne parti pour la guerre, pour l'alliance prussienne, pour l'annexion de la Vénétie, mais aussi du Holstein; pour le Cavour du cabinet de Berlin, qui dissout la Chambre et viole la représentation nationale et la liberté individuelle; il prête concours au gouvernementalisme, à l'oppression de l'État, à l'affermissement de la royauté, à la juridiction militaire dans les litiges nationaux, à tout ce qui peut être contraire aux principes et aux idées de la Révolution, à tout ce qui peut faire reculer l'Europe dans la voie du progrès, de la liberté, du travail et du mutualisme dans laquelle elle s'avance avec tant de peine déjà. Mais du moins il reste fidèle à sa propre tradition, il y obéit, il la suit, il l'accepte avec les nécessités qu'elle lui impose. Pour l'en récompenser, le chauvinisme autoritaire et unitaire l'applaudira et l'acclamera, lui jettera des lauriers et des fleurs, et l'*Opinion nationale* suivra le triomphe avec son cortège d'abonnés.

Qu'il prenne, au contraire, parti pour la paix, pour le respect des traités, pour l'accord pacifique par les congrès scientifiques, ouvriers, et même diplomatiques, pour la protestation de l'opinion publique contre les coups de tête ministériels, pour la revendication des droits sociaux, l'affranchissement de l'individu et des groupes contre le despotisme centralisateur de l'État. Il sert, il est vrai, la Révolution et la Justice. Il donne l'exemple de la sagesse et de l'intelligence politique. Mais il ment à son passé, il sacrifie sur l'autel du fédéralisme sa vieille passion unitaire; il renie son jacobinisme italien et ses victoires, il disperse son auréole, détruit son prestige, confesse ses erreurs et ses fautes, et prononce devant l'Europe entière un solennel *meâ culpa*.

De ces deux situations, laquelle choisira-t-il? Il ne faut que de l'aveuglement pour accepter la première; il faudrait de l'intelligence et un courage d'une espèce rare pour accepter la seconde. Mais ce serait lui faire injure que de douter un instant de son choix. Il a démenti ses dénégations de la veille par ses promesses de dévouement à son roi. Il prend parti pour la guerre. C'est clair. Il se fait l'homme-lige de Victor-Emmanuel et l'allié de M. de Bismark. Aujourd'hui, il recommande aux Italiens de n'avoir «*qu'une suprême pensée; le fer*». Ce grand homme politique, ce chef du parti soi-disant radical, ne sait-il pas que le fer sert à tous les usages; qu'on en fait des chaînes aussi bien que des épées, des baïonnettes comme des charrues? Sait-il que le fer est un instrument d'indépendance quand c'est un outil, et d'oppression quand c'est un sabre?

Cette situation fautive, confuse, anarchique, contradictoire, ce n'est pas nous qui l'avons faite. Ce n'est pas nous, fédéralistes qu'on n'a pas voulu entendre, mutualistes dont on s'est moqué, socialistes qu'on a proscrits, qui en sommes responsables. Ce n'est pas Proudhon qui l'avait pour ainsi dire prédite qu'on en peut accuser. Que ceux qui l'ont produite s'en tirent comme ils le pourront; qu'ils se démêlent dans ce chaos, après avoir retardé l'avènement de l'idée révolutionnaire, l'affranchissement du prolétariat, l'accord pacifique et économique des intérêts et des races, et compromis inutilement l'équilibre européen, la liberté des peuples et leur propre dignité. Que le sang versé retombe sur eux!

La démocratie est la puissance du jour, la souveraine, l'infaillible et l'impeccable. Tout le monde le proclame, les rois eux-mêmes lui font des génuflexions. L'avenir est à elle: ses courtisans et ses flatteurs ambitieux et intéressés le lui déclarent; elle les croit sur parole. Pourtant qu'elle prenne garde, ce n'est pas en agissant comme elle l'a fait jusqu'ici qu'elle établira son pouvoir et qu'elle pourra compter sur le triomphe du lendemain. Ce sont ses sincères amis qui l'en avertissent. Qu'a-t-elle fait jusqu'à ce jour par elle-même ! Rien. A-t-elle conscience de sa mission, de son droit, de son devoir et de sa force? Non.

Elle ne sait que se prosterner ou frapper: pareille à sa sœur d'Athènes, elle ne connaît que l'idolâtrie ou l'ostracisme. Enlevez-lui son manteau de souverain et vous retrouverez la plèbe, toujours prête à se mêler des querelles des grands et jamais de ses affaires, implorant constamment le secours ou l'autorité de quelqu'un et ne sachant pas penser et agir seule, prenant parti pour des dieux ou des hommes et point pour des idées, oubliant ses intérêts et ses misères pour les réjouissances, les parades et la gloriole, ne demandant même plus du pain mais demandant toujours des cirques.

Idéaliste, formaliste et puérile à l'excès elle semble n'avoir brisé ses anciens dieux que pour s'en donner de nouveaux, et n'avoir renversé ses idoles de pierre que pour les remplacer par d'autres en chair et en os.

Elle a des engouements inexplicables pour des formules menteuses ou des hommes sans idée qui lui feraient faire le tour du monde avec un plumet ou une cocarde, si l'envie leur en prenait.

Il serait temps d'en finir avec les mascarades parfois purement ridicules, mais aussi parfois sanglantes.

L'enthousiasme religieux, patriotique et guerrier a pu servir au perfectionnement de notre espèce: il a pu surexciter assez les sentiments humains pour leur faire atteindre l'idée, mais nous n'en sommes plus aux conquêtes de l'antiquité ni à la chevalerie du moyen âge. Nous sommes les citoyens du dix-neuvième siècle,

hommes de droit et de travail. Nous n'avons plus à courir les aventures, mais à produire. Nous avons moins besoin de bravoure que d'énergie, de probité, de patience et de bon sens. La poésie et l'héroïsme ont pu être, à certaines heures, utiles au progrès de l'esprit humain, mais j'avoue que pour mon compte je me méfie des poètes et des héros de profession.

J'admèrerai, tout comme un autre, Garibaldi, s'il m'était prouvè qu'il est autre chose qu'un Lafayette plus honnête, moins roué, chef et esclave à la fois d'un parti qui a un idéal et non une idée, instrument d'un orgueil national, dupe de sa passion patriotique et des calculs de la maison de Savoie, et qui fait de l'action pour l'action comme M. Théophile Gautier de l'art pour l'art.

Homme privé, je le respecte: je crois sans peine à tout ce qu'on a dit d'honorable sur ses qualités et son caractère, sa droiture et sa simplicité. Il faut toujours une certaine vertu et une certaine grandeur d'âme pour se dévouer avec autant de persistance, d'abnégation et d'énergie à une opinion, quelle qu'elle soit. Soldat, je rends hommage à son activité et à son courage.

Mais ce n'est ni comme particulier, ni comme soldat, qu'il est devenu le demi-dieu de la démocratie; c'est comme personnage politique. Sans ce dernier titre, on trouverait de braves pères de familles, de rudes paysans et de fougueux zouaves qui pourraient lui être comparés, et mériteraient les mêmes éloges et la même idolâtrie.

C'est comme le sauveur de l'Italie et l'archange de la Révolution que la France le salue, et que l'Angleterre l'ensevelirait sous des bouquets de fleurs. C'est comme tel qu'il adresse des proclamations à la jeunesse et aux citoyens des villes italiennes. C'est comme tel qu'on exige notre admiration pour ses faits et gestes et notre concours à ses projets.

Mais quel service a-t-il donc rendu à la démocratie qui l'acclame, à la Révolution dont il se prétend le soldat?

L'unité de l'Italie, telle a été sa préoccupation constante, son rêve, son vœu, le but de tous ses efforts, de toutes ses pensées, de toute sa vie. C'est là un trait du plus pur et du plus ardent patriotisme, il est vrai.

Mais l'unité de l'Italie, ce n'est pas un principe; cela ne contient pas une idée; c'est tout au plus un expédient. Pour moi, homme moderne, qui demande à voir s'effacer les frontières, les rivalités nationales, les distinctions de classes, de castes, de partis et de peuples, je ne vois pas précisément en quoi peut m'intéresser cette recherche, si généreuse qu'elle soit, d'une unification dont je ne comprends nullement la nécessité et dont j'aurai certainement à déplorer les conséquences.

Mais l'Italie aussi une que possible, que fera-t-on? - On lui donnera Rome pour capitale. Pourquoi Rome? cette ville morte est condamnée, cette cité de débris et de poussières de papes et d'empereurs, plutôt que Gènes ou Florence? - Parce que la tradition le veut ainsi; parce qu'il faut que l'Italie soit en Europe le siège du pouvoir suprême, spirituel et temporel, parce qu'après avoir fait un royaume italien, on pourra faire une religion italienne, parce qu'on s'imagine pouvoir remplacer le pontificat catholique par un tzarisme hybride ou un concordat ridicule, et peut-être mettre à la fois sur une même tête la mitre et la couronne de fer; parce qu'enfin Garibaldi et tout le parti d'action n'a qu'un désir: réaliser le rêve Gibelin, reconstituer le vieil empire romain, fonder une grande nation italienne, - royaume ou république, n'importe! - redoutable au dehors, fortement centralisée au dedans, ayant religion d'État, fonctionnaires d'État, enseignement d'État, banque d'État, sénateurs, préfets, codes, octrois, navires blindés, canons rayés, forteresses entretenues et garnies, cavalerie, zouaves et régiments de ligne, en tout quatre cent mille baïonnettes, - tous les bonheurs de la civilisation.

N'est-ce pas bien merveilleux?

Pour en arriver là, on donnera, s'il le faut, la royauté à la maison de Savoie, comme Dante l'eût donnée à la maison d'Autriche: on lèvera des armées et des impôts; on sacrifiera toutes les libertés individuelles et municipales; on organisera la réglementation administrative; on assurera on ne sait quelle paix publique tenant de l'état de siège et du jeu de bascule parlementaire. Mais, qu'importe, l'Italie sera une!

Et des droits des citoyens, de leurs rapports économiques comme producteurs et consommateurs, de l'extinction du paupérisme et du lazzaronisme (*), de la garantie mutuelle, du contrat libre, de la réciprocité des services, de la conciliation des intérêts, de l'extension de la propriété, de l'enseignement et de la souveraineté à tous les individus? Pas un mot. il faut que l'Italie soit une!

(*) Mendicité. (Note A.M.).

Et voilà ce que la démocratie a pris pour un principe, pour une idée: l'unité de l'Italie! C'est ce retour vers le quinzième siècle qu'elle nomme le progrès; c'est là ce qu'elle appelle la Révolution. Eh bien! non; qu'elle le sache: c'est de la contre-révolution.

Que la démocratie conserve son respect pour l'homme qui, au milieu de tant de péripéties, de tant de difficultés et de luttes, est resté fidèle à son rêve, - c'est son droit; - qu'elle prenne exemple sur son abnégation, son audace, son courage et sa persévérance dans l'accomplissement de son vœu, - c'est son devoir; - mais qu'elle ne s'y trompe point: ni les vœux, ni le rêve ne sont semblables.

Garibaldi est avant tout un Italien et rien qu'un Italien, un Gibelin tombé dans le dix-neuvième siècle. Nous sommes, nous, les fils de la Révolution, quelque nom qu'elle porte, dans quelque pays qu'elle s'affirme. Tandis qu'il combat pour le prétendu affranchissement de l'Italie, nous travaillons à l'affranchissement du prolétariat.

Tandis qu'il demande l'annexion du quadrilatère et Rome pour capitale, nous demandons, nous démocrates français, la justice sociale pour tous, quels que soient la race, le costume et la langue.

Tandis qu'il appelle la guerre et qu'il conseille à la jeunesse - le fer, - nous songeons à l'établissement de la paix, du travail, et du crédit.

Pierre DENIS.
